Deuxième Année. — *Numéro 153.* CINQ CENTIMES *Lundi 1er Juin 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS — NORD et Départements limitrophes ... 50 | 9 fr. | 18 fr. — AUTRES DÉPARTEMENTS ... 50 | 12 fr. | 22 fr. — Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION — ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING — *Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX*

ANNONCES — ON REÇOIT LES ANNONCES — A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. — A TOURCOING, 12, Rue Desurmont. — A LILLE, 28, *Rue de Fives.*

PARTI OUVRIER

Election au Conseil Général

DU 7 JUIN 1896

Canton Sud de Lille

GUSTAVE DEVERNAY

TYPOGRAPHE

Rédacteur au "Réveil du Nord"

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 30 mai.

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

M. Rambaud a fait signer à M. F. Faure plusieurs nominations attendues d'archevêques et d'évêques.

L'ESCADRE DU NORD

Le ministre de la marine a fait savoir que l'escadre du Nord visiterait, pendant le mois de juin 1896, les ports de l'Espagne Corcubion, Vigo, Arosa et Le Ferrol.

MOUVEMENT JUDICIAIRE

M. Darlan, ministre de la justice a fait signer un mouvement judiciaire portant nominations de deux présidents de tribunaux, de quelques juges et de quelques juges suppléants.

MYSTERIEUSE AFFAIRE

Madrid, 30 mai.

L'opinion publique se préoccupe du sujet d'une enquête judiciaire ouverte à propos de la mort d'une dame dont le cadavre a été retrouvé à la côte de Fuerte Ventura (Canaries).

Il s'agirait, d'après le livre du bord, d'une dame ayant succombé à des causes naturelles sur le steamer italien *Fsculpe*.

Le juge d'instruction chargé de l'affaire croit, au contraire, qu'il y a eu assassinat.

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES

Paris, 30 mai.

On annonce dans les couloirs parlementaires que c'est probablement mardi prochain que M. Cochery déposera sur le bureau de la Chambre le projet de réforme des contributions directes.

LES REVUES D'APPEL

Paris, 30 mai.

Un grand nombre d'hommes classés dans les services auxiliaires [illegible] ... [illegible]

[illegible] ... jusqu'à ... [illegible]

Passé ces délais ... les délinquants seront punis de prison.

LA TENUE COLONIALE

Paris, 30 mai.

[illegible]

LA CAISSE DE LA DETTE

[illegible]

... la cour d'appel est bien plus politique que judiciaire quand il s'agit de ... ayant un caractère international ... en outre, que la France a deux représentants dans cette cour, tandis que les autres puissances n'en ont qu'un.

DANS LE SUD-AFRICAIN

Londres, 30 mai.

On télégraphie de Prétoria au *Daily Telegraph* :

« On a beaucoup exagéré les mesures prises par la police pour veiller à la sécurité du président Kruger et du docteur Leyds ; ces mesures n'ont rien d'extraordinaire.

» Deux autres réformistes ont été relâchés et la situation s'améliore chaque jour. »

On télégraphie de Capetown :

« Les Hollandais ont nommé une commission de sept membres chargée de l'enquête sur les préparatifs faits au Cap par Jameson. »

Une dépêche de New-York au *Standard* ... se perd en conjectures sur l'acquisition des chargements de grains ... l'Afrique du Sud.

Les steamers chargent en ce moment des grains pour cette destination.

Les journaux publient une dépêche de ... disant que les autorités portugaises dans l'Afrique du Sud ont récemment accordé libre passage à 27,000 hectolitres de maïs destinés au Transvaal.

LES TROUBLES DE CRÈTE

Athènes, 30 mai.

Des bandes de Musulmans pillent et saccagent tous les environs de la Canée. Une usine française a été incendiée. Le siège de Vamos continue.

Le gouvernement grec a protesté contre l'envoi de nouvelles troupes dans l'île. Les journaux ont ouvert des souscriptions pour envoyer des secours aux Crétois.

Paris, 30 mai.

On mande de Berlin au *New-York Herald*, édition de Paris, que personne ne croit à Berlin qu'étant en état de banqueroute, la Grèce ose intervenir, car les puissances saisiraient sa flotte si elle se mettait en mouvement.

Le ministre d'Allemagne à Athènes a déjà reçu des instructions pour informer M. Delyannis que tel serait le résultat de toute intervention de la Grèce.

Constantinople, 30 mai.

Les ambassades proposent au gouvernement leur intervention pour amener les insurgés crétois à laisser sortir avec armes et bagages le bataillon cerné dans Vamos, à la condition qu'on promettrait de ne pas user de représailles.

Le sultan et le gouvernement disent qu'ils peuvent réprimer immédiatement le mouvement et expriment leur aversion pour toute effusion de sang.

LE CHOLERA EN EGYPTE

Le Caire, 30 mai.

Dans les journées de mercredi à jeudi, le choléra a causé 30 morts à Alexandrie, [illegible] et [illegible] dans différentes localités.

L'AVOCAT FRIEDMAN

Paris, 30 mai.

L'avocat berlinois Friedmann, parti aujourd'hui de Paris à 3 heures après midi, en voiture cellulaire, par la gare de l'Est, sera remis demain matin aux autorités allemandes à la station de [illegible]. Il sera dirigé sur Metz par Amanvillers.

BULLETIN DU JOUR

L'Escarmouche

La séance de rentrée n'aura pas été aussi orageuse qu'elle semblait le promettre. On s'attendait à des interpellations véhémentes, à des roulements de tonnerre par dessus les têtes ministérielles, et c'est à peine si un léger zéphir a soufflé dans la salle.

Le centre et ses journaux tirent de cette accalmie d'un moment toutes sortes de bonnes raisons en faveur de leur politique et de la durée gouvernementale. Les alliés se frottent les mains, s'abordent avec des sourires en opportuniste de ... [illegible]

Aucun assaut n'a été mené contre le ministère ... pas une cartouche oratoire n'a été brûlée. Mais ces messieurs ... [illegible] ... [illegible]

Ce qui est particulièrement amusant, c'est qu'ils considéraient déjà comme un ... [illegible]

[illegible]

Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement a été battu dès la première séance de la Chambre, sur ... [illegible] ... par M. ... [illegible]

Si les ... [illegible] ... conviennent ... de ce genre de triomphe, il faudra confesser qu'ils ne sont pas difficiles. Un ou deux quelques victoires comme celle-là et M. Méline devra songer à faire ... [illegible]

Il y a, sous le banc des ministres, deux ou trois petites trappes qui ne tarderont pas à s'ouvrir. Ce jour-là, nous verrons bien de quel côté sont les vieux ...

CLOVIS HUGUES,
Député de la Seine.

L'IDÉE SOCIALISTE

M. Bourgeois peut, comme Dupuy, déclarer devant ses amis que le socialisme est d'importation étrangère et que les socialistes doivent être maintenus en dehors de la République ; il n'en reste pas moins acquis que les amis de M. Bourgeois ont été, pour se faire élire conseillers municipaux et conseillers généraux, obligés de se réclamer du socialisme.

Nous ne demandons pas mieux que d'être en dehors d'une République où nous n'avons jamais voulu entrer, n'ayant aucun goût pour le suicide.

Seulement, puisque M. Bourgeois a tant de dégoût pour le socialisme, qu'il ait donc au moins le courage d'inviter ses amis à se déclarer nettement anti-socialistes pendant les périodes électorales, c'est tout ce que nous demandons. Malheureusement nous sommes certains de ne pas obtenir satisfaction, et aux prochaines élections législatives, les deux tiers de ces bons radicaux se présenteront encore et plus que jamais avec l'étiquette socialiste.

Nous aurons soin, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque, de leur rappeler le discours de Melun où M. Bourgeois est tombé à bras raccourcis sur le socialisme sans qu'aucun d'eux ait élevé la moindre protestation, quoique la plupart n'aient été élus que grâce aux voix socialistes.

Nous devons être satisfaits des déclarations faites par le chef du parti radical ; les socialistes ont un grand intérêt à ce que le classement des partis soit établi d'une façon nette, et il est temps que ce classement soit fait, car nous avons vu aux dernières élections municipales, particulièrement à Paris, une multitude, je ne dirai pas de candidats socialistes, mais de candidats s'intitulant socialistes.

La majorité des électeurs parisiens s'est ralliée au socialisme, tous les candidats sont maintenant socialistes.

Quelques-uns seulement ont eu le courage de se présenter comme anti-socialistes ... nous les respectons ... adversaires loyaux ... à la bataille avec leur drapeau ... nous ne pouvons pas ... [illegible]

Nous ne pouvons pas non plus les ... que le fait que tous les candidats se croient obligés de se présenter comme socialistes constitue pour nous une grande victoire et ... jusqu'à l'évidence le plus irréfutable que l'idée socialiste ... dans notre pays un chemin considérable ... c'est ... M. Bourgeois et ... réformes qu'il propose comme préservatifs ... empêcher le socialisme de se vulgariser.

... maintenant il ... deux partis ... avec ses différentes fractions ... se disputent ... pouvoir ... pour combattre le socialisme qu'elles considèrent avec ... comme leur ennemi commun.

Seulement si toutes les fractions ... combattent, les unes ... avec ... de mauvaise foi que ...

... disent ... « Le ... nous l'acceptons ... *socialistes*. » Seulement ... « Nous ne sommes pas *collectivistes*. »

... qu'il importe ... *Socialisme et Collectivisme* ... signifie exactement la même chose.

... qui n'admettent pas la socialisation des moyens de production et d'échange ne sont pas socialistes ; et cette socialisation, c'est tout le collectivisme.

M. Barthou a eu beau établir des statistiques spéciales pour faire croire que nous n'avions pas gagné de terrain aux dernières élections municipales, ces statistiques n'ont trompé personne.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte électorale pour voir les nombreux points où nous avons doublé et triplé nos forces ; et des grandes villes industrielles comme Lille, Roubaix, Montluçon, Roanne, Cette, etc., etc., sont, comme d'autres communes rurales, aujourd'hui administrées par des membres du Parti ouvrier français.

Seulement, en raison même du développement aussi rapide qu'extraordinaire de l'idée socialiste, beaucoup de bourgeois qui, hier, combattaient avec acharnement le socialisme viendront demain nous demander à être candidats.

Nous devons leur répondre que, contrairement à M. Bourgeois, nous ne fermons la porte de notre République à personne, toutes les bonnes volontés y sont admises ; mais, en y entrant, on doit y servir comme simple soldat ; avant de confier le drapeau d'un bataillon socialiste à quelqu'un, il faut que ce quelqu'un ait fait ses preuves.

Et ce n'est pas sans surprise que nous avons vu des conseillers municipaux de Paris, bien connus comme radicaux, être spontanément baptisés socialistes. Ce qui a établi une confusion regrettable, dont les amis de M. Bourgeois pourraient profiter.

Il ne le faut pas.

RENÉ CHAUVIN,
Député de la Seine.

LA COMMISSION DU BUDGET

(De notre rédacteur parlementaire)

Paris, 30 mai.

Au début de la séance de la commission du budget, M. Delombre a donné lecture d'une lettre par laquelle M. Cros-Bonnel, député de l'Hérault, donne sa démission de commissaire pour raisons de santé. Cette démission porte à six le nombre des commissaires que la Chambre, réunie dans ses bureaux, aura à remplacer mardi prochain. Cette deuxième élection de la Commission du budget fournira à la Chambre l'occasion de manifester son opinion sur les projets financiers du gouvernement.

M. Delombre a fait connaître ensuite l'état du budget de 1895 et de 1896 au 1er mai 1896. Pour le budget de 1896 les moins-values sont de 34,50...,950 fr. et les crédits supplémentaires de ...,252,250 fr.; soit un excédent de dépenses de ... fr. réduit à 15 ou 20 millions par diverses annulations de crédits. Pour le budget de [illegible] au contraire les plus-values ... [illegible] ... les dépenses supplémentaires s'élevant à ... [illegible] ... des recettes à ... [illegible]

Outre qu'elle aura à ... l'adjonction de cinq ... la Commission du budget aura à élire ... rapporteurs : le rapporteur général, en remplacement de M. Delombre nommé président, le rapporteur des affaires étrangères, en remplacement de M. Henry Boucher, le rapporteur des colonies, en remplacement de M. Turrel, le rapporteur de l'instruction publique, en remplacement de M. Delpeuch, et enfin le rapporteur de l'imprimerie nationale, en remplacement de M. Cros-Bonnel qui a donné sa démission pour raison de santé.

M. Audiffred a saisi la commission du budget d'une proposition tendant à affecter une somme de 250,000 fr. au laboratoire de thérapeutique de diverses facultés.

La Commission est appelée à donner son avis au point de vue financier. Les 250,000 fr. seraient prélevés sur des caisses d'épargne, qui sont prescrits.

La loi sur les caisses d'épargne a décidé qu'une partie de ces ressources serait réservée aux caisses d'épargne pour leur fonds de réserve et pour d'autres à attribuer aux sociétés de secours mutuels ayant des retraites.

Dans la pensée de M. Audiffred, il s'agirait de prélever les 250,000 francs nécessaires sur la part réservée des caisses d'épargne.

La commission a donné à M. ... le soin de lui présenter à ce sujet un rapport sur les conclusions duquel elle statuera ultérieurement.

LES TRESSEUSES DE PAILLE

Les tresseuses de paille d'Italie. — L'enfance ouvrière exploitée. — Comment on arrête les revendications

Dans cette vallée maintenant toute verdoyante et fleurie qui s'étend sur les bords de l'Arno entre Florence et Signa, les routes, sillonnées tout le jour durant de tramways à vapeur, de diligences et de petites voitures à deux roues, traversent une quantité de petits villages pavés de grandes dalles blanches et signalés au loin par la cheminée de quelque usine et le campanile carré de l'église. On ne rencontre pas d'hommes ; ils sont tous aux champs et travaillent dans les fabriques. En revanche, les rues sont pleines de femmes et d'enfants qui tressent la paille.

Fillettes de dix ans aux bas troués, vieilles grand'mères assises devant leurs portes, jeunes filles bavardant en groupe sur la « plazza », jusqu'à la petite gardeuse de dindons qui s'en va, musant le long des haies, toutes ont en main les fétus de paille fine qu'elles tressent d'un mouvement rapide et gracieux de leurs doigts.

La tresse se vend à des courtiers qui la négocient à leur tour aux fabricants de chapeaux. Les prix sont débattus chaque semaine, le vendredi, à Florence, sous les portiques du Marché-Vieux, derrière le « *petit cochon* » de bronze que sculpta Benvenuto Cellini.

Cette industrie était autrefois florissante. La mode était aux chapeaux de paille d'Italie. Un chapeau de dame sans garnitures se payait jusqu'à 150 francs. C'était le beau temps pour les *trecciainole*, les tresseuses.

Les plus habiles pouvaient gagner jusqu'à 8 francs par jour. Puis la mode a changé. Aux chapeaux de paille fine, luisante et souple comme de la toile, Londres et Paris ont préféré des paillassons de tresse grossière, raide et cassante. Et cette industrie florentine qui, pendant deux siècles, avait nourri toute une population, est en train de s'effondrer. L'habile tresseuse qui se faisait autrefois ses 5 à 8 fr. par jour ne gagne plus que 50 à 60 centimes.

La vieille dont les doigts tremblent, la mère de famille, obligée d'interrompre son travail pour soigner ses moutards et cuire la soupe, ne gagne plus que 20 ou 30 centimes en tressant tout le reste du jour, et le soir, à la veillée.

Cet état de choses dure déjà depuis longtemps. Les *trecciainole* se plaignaient, adressaient des pétitions aux Chambres de commerce. On ne leur répondait pas, et la joyeuse résignation de la race apaisait les colères. Mais, dernièrement, les courtiers ayant annoncé qu'ils allaient encore baisser les prix de quelques centimes, les tresseuses ont brûlé leurs tresses de paille en signe de révolte. A Brozzi, à Campi, à Signa, à Sesto, dans une douzaine de bourgs et de villages, une foule de tabliers roses et de jupes bleues, de mouchoirs rouges et jaunes s'est ameutée avec de grands cris et un grand bruit de talons de bois sur les dalles blanches des rues. Ces bonnes femmes si bavardes et gaies ont assailli les trams à vapeur, ont cassé les vitres des fabriques, ont renversé des carabiniers et leur ont arraché leurs mousquetons.

⁂

Des messieurs sont accourus sur les lieux ; députés, fabricants, membres de la Chambre de commerce. Ils ont expliqué aux *trecciainole* que les Chinois tressent la paille à 3 centimes par jour, que leurs grosses tresses cassantes et rudes sont expédiées par ballots en Angleterre où l'on fabrique des chapeaux pour quelques sous, et que les fabricants de Toscane ne savent comment lutter contre cette concurrence.

Mais les tresseuses ne connaissent pas la Chine et n'entendent rien aux lois de la concurrence. Elles voient autour d'elles la nature s'épanouir dans le soleil du printemps et ne demandent, disent-elles, qu'à vivre comme des créatures humaines et non pas comme des condamnées à la faim et à la misère.

Avec quelques compagnies d'infanterie et peut-être de vaines promesses, on a calmé les revendications féminines jusqu'à l'année prochaine.

Mais après ?

LES ELECTIONS D'AUJOURD'HUI

Deux élections législatives auront lieu aujourd'hui : l'une dans la première circonscription de Cholet (Maine-et-Loire), l'autre dans la première circonscription de ... (Basses-Pyrénées).

A Cholet, il s'agit de remplacer M. le comte ... [illegible] ... n'aura pas de ... [illegible] ... de connaître le ... [illegible] ... M. le duc d'Orléans ... on s'en souvient, indirectement posé sa candidature à cette élection.

A Bayonne, où il s'agit de remplacer M. Lafont, républicain, décédé, trois candidats républicains sont en présence : MM. ... Serres, Legrand et Bidau...

La Responsabilité

DES INSTITUTEURS

Les instituteurs doivent être satisfaits. Ils n'ont pas attendu ... long temps pour qu'on s'occupât de cet article 1384 qui pèse si lourdement sur eux. L'urgence a été déclarée à la Chambre pour discuter la révision, même la suppression d'une pénalité ... qui n'a plus sa raison d'être depuis que l'école est obligatoire. L'initiative ... des députés Lasvet, Hubbard a ... [illegible] ... Une commission sera nommée bientôt, sans doute, la menace qui est toujours suspendue sur d'excellents maîtres comme une épée de Damoclès fera place à la sécurité qui leur est due. Bientôt, sans doute, grâce à des votes qui mettront l'équité dans la justice, institutrices et instituteurs ne seront plus à la merci de plaintes injustes ... qui trouvaient ... un écho devant les tribunaux et faisaient pleuvoir amendes, même mois de prison, sur le corps enseignant ... qui n'en pouvait mais.

Oui, les instituteurs doivent être satisfaits. Et ils doivent l'être doublement. Car, pour qui a suivi la question depuis quelque temps, pour qui a pris part comme je l'ai fait aux réclamations des intéressés, il apparaît clairement que si les éducateurs nationaux sont à la veille de triompher, ils ne doivent leur victoire prochaine qu'à leur esprit d'initiative, au courage et à la patience de leurs efforts.

Aujourd'hui, ils ne sont plus isolés. Ils sont même organisés puissamment. Ils ont leurs organes, leurs cercles. Il y a une presse pédagogique qui agite les questions. Il y a, dans la presse quotidienne, des spécialistes, dont je m'honore d'être, qui les portent à la connaissance du grand public. Une « agitation » se fait autour de toute réforme. Et quand l'idée est connue, la cause est gagnée. Car elle a été plaidée devant l'opinion publique, au grand jour, avant d'être portée au Parlement.

C'est ce qui vient de se produire au sujet de l'article 1384. C'est ce qui se produira demain pour tel et tel vœu émis par les instituteurs.

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 30 mai

Présidence de M. **Brisson**, président

La séance est ouverte à deux heures quinze. Il y a exactement vingt-cinq députés en séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté après une protestation de M. **Georges Berry** contre les abus des rectifications des scrutins, notamment de celui sur le projet de ... commémorative pour les combattants de ...

L'élection d'un vice-président

La Chambre procède alors au scrutin pour l'élection à un siège de vice-président vacant depuis la démission donnée par M. Sarrien, lors de son entrée dans le cabinet Bourgeois.

Le scrutin dure une heure. A ... heures 45, M. Sarrien qui se représente, est lui-même le doyen des votants.

Le résultat du scrutin sera proclamé ultérieurement.

La Chambre adopte un projet de loi autorisant la ville de Paris à emprunter 44 millions.

Le régime de Madagascar

M. **Hanotaux**, ministre des affaires étrangères dépose le projet de loi tendant à déclarer Madagascar et les îles qui en dépendent colonies françaises ... le renvoi de ce projet aux bureaux ...

Ce renvoi est ordonné.

Société de secours mutuels

L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de M. Audiffred et plusieurs de ses collègues relative aux sociétés de secours mutuels.

M. **le président** rappelle que dans sa séance du ... mai ... la Chambre s'est arrêtée à l'article 8.

L'art. ... est adopté.

M. **Roch** demande ... [illegible] ... de l'intérêt du malade ... [illegible]

[illegible]

M. **Audiffred** ... [illegible]

M. **Roch** ... [illegible]

M. **Julien Goujon** ... [illegible]

M. **le Président** ... [illegible]

[illegible]

Les articles ... et ... sont adoptés.

M. **Gauthier (de Clagny)** ... [illegible]

M. **Audiffred** ... [illegible]

M. **Gauthier (de Clagny)** ... [illegible]

M. **Audiffred** dit que la commission accepte de leur accorder la personnalité civile dans les conditions indiquées aux articles précédents, c'est-à-dire qu'elle leur donne le droit d'ester en justice et d'acquérir dans certaines conditions ... aux articles ...

Cet article est adopté.

M. **Gauthier** (de Clagny) demande que les Sociétés de secours mutuels puissent obtenir l'assistance judiciaire sans avoir à justifier des conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851, c'est-à-dire sans avoir à produire un certificat d'indigence.

M. **Audiffred** répond que la commission ne veut pas qu'on accorde l'assistance judiciaire à des Sociétés riches et se réserve d'ailleurs d'examiner entre les deux lectures les observations de M. Gauthier (de Clagny).

M. **Gauthier** (de Clagny) déclare retirer provisoirement son amendement.